

## > Communiqué de presse

### Contact

Olivier Youinou  
06 09 97 20 87

## AP-HP : déficit 2017 de plus de 200 millions... Suppression de 600 postes

Les mines étaient graves hier, les paroles lourdes de conséquence : « Nous avons une vision plus précise aujourd'hui, plus pessimiste aussi, plus négative ». Martin HIRSCH introduisait ainsi une réunion d'information à laquelle il avait convié les organisations syndicales représentatives.

Le déficit budgétaire de l'institution serait porté, sous couvert de certification des comptes, à plus de 200 millions d'euros pour l'année 2017. Les raisons invoquées restent les mêmes: une activité qui stagne, des tarifs qui baissent, des charges qui augmentent sensiblement.

Mme KERMOAL BERTHOME, directrice des finances peut alors dérouler son catéchisme néolibéral, le dynamisme trop important sur la masse salariale, une capacité d'autofinancement qui ne permet plus de rembourser nos emprunts, un taux de marge brut en dessous de 2%, une politique tarifaire revue à la baisse et la nécessité de prendre des mesures.

Martin HIRSCH se chargera de nous en faire part, soutenu par son secrétaire général, Jérôme MARCHAND-ARVIER opinant du chef. Déjà présentées en Commission Médicale d'Etablissement Centrale, discutées en Directoire, elles consistent en un gel de 0,5% de la masse salariale et, à la marge, en une politique de maîtrise des dépenses de médicaments et dispositifs médicaux. Cette triplète directoriale de droite convaincue voit dans cette situation le prétexte à dégraisser l'institution, supprimant au nom de l'équilibre, pas moins de 600 postes sur l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, comme une contribution du plus grand employeur d'Île de France au chômage de masse si nécessaire au maintien du système capitaliste.

**Nous ne voulons pas les laisser faire, nous allons défendre un service public fort, une assistance publique ambitieuse et l'idée qu'un hôpital doit continuer de soigner des hommes et des femmes plus que des déficits. Son avenir est l'affaire de tous, hospitaliers, usagers, population, élus. Tous ensemble nous pouvons inverser le processus, nous devons nous organiser, faire entendre l'intérêt général.**

Les instances centrales doivent siéger sur le sujet au plus vite. Les plus nombreux, qui plus est ceux à qui l'effort va être demandé ne sont même pas concertés. C'est intolérable.

SUD Santé AP-HP réclame :

- la tenue d'un Comité technique d'établissement extraordinaire sur ce qu'il convient d'appeler un plan social d'ampleur,
- une session extraordinaire du conseil de surveillance de l'AP-HP.

Le syndicat s'engage par ailleurs dans la tenue rapide d'une réunion publique, sur Paris, pour donner la parole aux citoyens et se réapproprié ensemble, l'idée d'un hôpital pour tous et de son mode de financement.